

## Sommaire

-Edito	p.1
-Nos interventions	p.2
-Revue de doctrine, articles	p.3
-Textes importants	p.4

Crédit photo : Yannick Monget

## Edito :

## Plaidoyer en faveur d'une simplification du droit de l'environnement

Le début d'année est traditionnellement propice aux bilans et aux bonnes résolutions.

En termes de bilan, force est de constater que le droit de l'environnement souffre d'inflation et de complexité, tant et si bien que l'on peut légitimement se demander si notre droit est à la hauteur des enjeux.

Alors que l'environnement n'était encore l'affaire que de quelques-uns, le droit de l'environnement s'est construit à partir des années 70 au travers de grandes lois : protection de la nature, installations classées, déchets... qui constituaient de réelles avancées pour la protection de l'environnement.

Et puis ce droit, à l'origine pragmatique, s'est développé « en réaction à » des accidents industriels majeurs (Seveso...), des catastrophes naturelles (inondations...), de graves pollutions des sols (affaires Metaleurop...) Par la suite, il semble que la conscience écologique ait véritablement émergé au fur et à mesure que le lien santé/environnement s'est fait jour.

Ainsi, d'un droit très axé sur les sites industriels et les milieux, nous avons franchi une nouvelle étape, à compter des années 2000, en réglementant de plus en plus les substances et les produits.

Plus près de nous, le Grenelle de l'environnement a incontestablement donné un coup d'accélérateur à notre conscience écologique, au point de faire de l'environnement « un sujet à la mode ».

Evidemment, tout cela était nécessaire pour notre santé et les générations futures, personne ne peut raisonnablement le contester !

Toutefois, force est de constater que, au lieu d'éduquer, d'appliquer le droit existant et de réellement sanctionner les mauvaises pratiques, on a réglementé encore et encore, comme si la résolution d'un problème passait nécessairement par une nouvelle réglementation.

A force de multiplication et de complication des procédures, d'inflation du contenu des dossiers, de développement des reporting et bilans en tous genres, de commissions consultatives de plus en plus nombreuses et de strates réglementaires qui se superposent, nos industriels ne s'y retrouvent plus et les investisseurs étrangers se découragent.

Alors prenons de bonnes résolutions ! C'est ce que semble vouloir faire le gouvernement en annonçant à l'occasion du premier comité interministériel pour la modernisation de l'action publique, un programme pluriannuel de simplifications afin d'alléger « le stock » de normes existantes en matière d'environnement.

L'objectif est légitime, mais il est ambitieux et la difficulté est grande.

D'une part, n'oublions pas que 80% du droit de l'environnement, nous vient du droit de l'Union européenne. Dès lors, la marge de manœuvre est étroite.

D'autre part, la simplification ne devra pas s'accompagner d'un recul de la protection de l'environnement et de la santé.

Enfin et peut être surtout, n'oublions pas que pour être efficace, le droit de l'environnement doit être effectivement appliqué, ce qui suppose des contrôles et des sanctions proportionnés aux enjeux.

Or, les sanctions, si elles existent bel et bien sur le papier (sic notre code de l'environnement), sont en pratique insuffisamment appliquées.

Bien sûr, notre Cabinet suivra avec intérêt les évolutions réglementaires que nous ne manquerons pas de vous décrypter...



**Nos interventions :**

- **22 et 23 Janvier 2013 : IFORE :**  
Formation des inspecteurs des installations classées en droit des déchets. **MP.MAITRE**
- **23 Janvier 2013 : Réseau Idéal et Réseau Eau : 14<sup>ème</sup> carrefour des gestions locales de l'eau :** Quelle gestion du déversement des eaux usées non domestiques? **F.BRAUD**
- **24 Janvier 2013 : Université de Nantes :** Erika et l'avenir de la notion de dommage écologique. **C.HUGLO**
- **31 Janvier 2013 : EFE :** Maîtrisez le nouveau dispositif de garanties financières. Quelles obligations? A quelles échéances? **MP.MAITRE**
- **1<sup>er</sup> Février 2013 : Sciences Po (IEP) Lyon :** PPP et développement durable. **A.FOURMON**
- **4 Février 2013 : Université de Caen :** Les voies prospectives suite à l'Erika. **C.HUGLO**
- **5 Février 2013 : LexisNexis :** Sites et sols pollués. **C.HUGLO/MP.MAITRE**
- **19 Février 2013 : Institut de l'environnement Lyon 2 et Ecole Centrale de Lyon :** Conférence « Grands témoins » : droit de l'environnement et risques. **C.HUGLO**





Crédit photo : Yannick Monget

**Revue de la doctrine et ouvrages généraux sur le droit de l'environnement et de la sécurité**

📖 A.Fourmon : Un an de jurisprudence en droit des énergies renouvelables, Environnement & Développement Durable janvier 2013.

J  
A  
N  
V  
I  
E  
R

2  
0  
1  
3







Crédit photo : Yannick Monget

J  
A  
N  
V  
I  
E  
R

2  
0  
1  
3

## **Textes importants**

### **Droit à l'information / Participation du public**

#### **Loi sur la participation du public**

Loi n°2012-1460 du 27 décembre 2012 relative à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la Charte de l'environnement

#### **Déchets**

#### **Registre et déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets**

Arrêté du 26 décembre 2012 modifiant l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets

#### **Adaptation de la réglementation sur l'incinération à la nouvelle directive IED**

Arrêté du 18 décembre 2012 modifiant l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non-dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux et l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux

#### **Pollution atmosphérique**

#### **Définition des règles applicables au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour la période 2013-2020**

Décret n°2012-1343 du 3 décembre 2012 relatif au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (période 2013-2020) et à la mise en œuvre des activités de projets

#### **Urbanisme**

#### **Définition et mise en œuvre de la trame verte et bleue**

Décret n°2012-1492 du 27 décembre 2012 relatif à la trame verte et bleue

